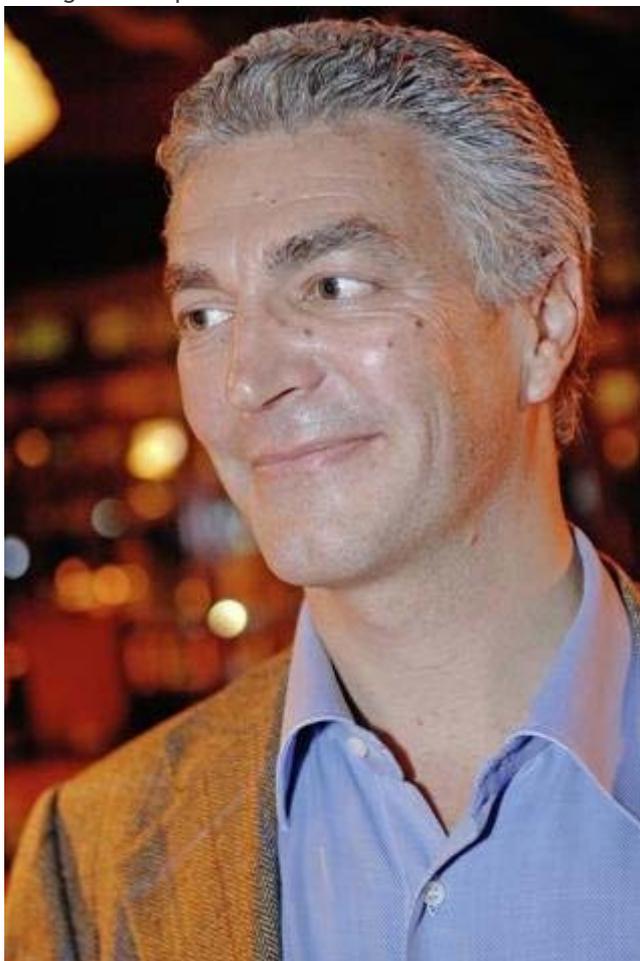




Sarkozy a-t-il joué un rôle dans l'affaire du banquier genevois détenu à Marseille?

ENQUÊTE | 00:48 Mêlé à une affaire de grand banditisme, le financier se serait vu proposer un étrange contrat par le juge chargé de l'enquête.



© Crédit photo | François Rouge. | MICHEL PERRET

ALAIN JOURDAN | 19 JANVIER 2008 | 00H48

En fouillant dans les affaires de François Rouge, l'ex-président de la Banque de Patrimoines Privés (BPP), les enquêteurs français vont de surprises en surprises. «C'est une affaire à tiroirs. Vous allez voir!» promet un policier qui connaît bien le dossier.

Un des tiroirs renfermerait-il Nicolas Sarkozy lui-même? C'est en tout cas une présomption du juge qui, selon l'avocat Marc Bonnant, demande à son client d'éclaircir le rôle de l'actuel président de la République, lors de la réouverture du Cercle Concorde, un établissement de jeu parisien rouvert en 2005.

Voilà bientôt deux mois que le banquier genevois dort derrière les barreaux de la prison des Baumettes, à Marseille. Arrêté dans un restaurant près de Lyon le 26 novembre (24 heures du 4 décembre 2007), il est toujours à l'isolement. Il a perdu six kilos et aurait confié à son entourage souffrir des conditions de détention.

Mêlé à une affaire de grand banditisme, il se retrouve poursuivi pour «blanchiment d'argent et association de malfaiteurs». On le soupçonne, en effet, d'avoir voulu recourir à des méthodes expéditives pour éliminer l'un des clans corses, devenu trop gourmand, auxquels il s'était associé pour reprendre le Cercle Concorde.

Selon son avocat, le banquier genevois aurait été récemment extrait de sa cellule pour s'entendre proposer un deal par l'un des juges: l'éclaircissement sur le rôle d'un proche du président français, Patrick Devedjian, et de Nicolas Sarkozy lui-même, en échange d'un statut de témoin repent, comme en Italie.

L'enquête a en effet conduit les policiers à s'interroger sur l'étrange bienveillance des pouvoirs publics à l'égard d'un Cercle Concorde autour duquel gravitent tous les caïds corses et marseillais. Sa demande de réouverture a été plusieurs fois refusée jusqu'à l'arrivée de Nicolas Sarkozy au Ministère de l'intérieur en 2005. L'actuel locataire de l'Elysée aurait prêté l'oreille à ceux qui dans son entourage, notamment Patrick

Devedjian, essayaient de le convaincre de passer outre les réticences de ses services.

Etonnante complaisance

Cette complaisance étonne les enquêteurs. Me Marc Bonnant, lui, ne décolère pas contre le magistrat qui s'entête à «chercher la piste politique». «Mon client n'a vu Patrick Devedjian qu'une seule fois, une heure.»

Non seulement François Rouge n'aurait pas accepté le marché, mais les choses se seraient plutôt mal passées entre lui et le magistrat. Reste que le banquier a beau jeu d'avancer en guise de défense que ses associés, présentés aujourd'hui comme des figures du grand banditisme, étaient hier dans les petits papiers des autorités, qui ne les jugeaient pas si infréquentables.

Tribune de Genève © Edipresse Publications SA